



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.2/2001/2/Add.1
30 octobre 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE CHARGE DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES
Session ordinaire de 2001

Rapports quadriennaux (1996-1999), présentés par l'intermédiaire du
Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du
Conseil économique et social

Note du Secrétaire-général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Congrégation Notre-Dame de la charité du bon pasteur	3
2. Federation of European Motocyclists' Associations	7
3. Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication	10
4. Humane Society of the United States	12
5. Coopération internationale pour le développement et la solidarité	17
6. Association internationale d'habitat rural	21
7. Jigyansu Tribal Research Centre	23
8. Institut latino-Américain du fer et de l'acier	26
9. Nippon International Cooperation for Community Development	27
10. Peace Education Foundation	33
11. Conseil de la population	35
12. Solar Cookers International	42
13. Woods Hole Research Center	47

1. CONGREGATION NOTRE-DAME DE LA CHARITE DU BON PASTEUR

(Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Historique

La Congrégation Notre-Dame de la charité du bon pasteur est une organisation internationale qui a été fondée en 1835 pour travailler avec les femmes et les filles marginalisées par la société, ce qui continue d'être notre objectif principal réalisé sous forme de projets de services directs, l'accent étant mis sur l'emploi pour permettre aux femmes d'améliorer leur vie et celle de leurs familles.

En novembre 1996, la Congrégation du bon pasteur est devenue affiliée aux Nations Unies en tant qu'organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. Cette affiliation est un moyen de collaboration par l'intermédiaire duquel nous nous efforçons d'obtenir des changements systémiques et structurels dans les domaines forçant les autres à vivre une vie marginalisée. Grâce à notre adhérence aux buts des Nations Unies, nous cherchons à aider les pauvres et les opprimés en sensibilisant notre monde à la dignité et à la valeur de l'être humain.

Rapport résumé

Au cours de ses premières années d'affiliation avec les Nations Unies, la Congrégation du bon pasteur a accru ses propres connaissances des buts et activités des Nations Unies et son appui à ceux-ci. Une représentante à plein temps a été nommée à New York (1998); elle participe aux travaux des principales commissions du Conseil économique et social à New York, principalement par l'intermédiaire du Comité des organisations non gouvernementales. Elle est responsable de la diffusion de l'information et encourage la participation locale des membres de la Congrégation du bon pasteur aux activités des Nations Unies. Nos membres locaux utilisent l'information pour atteindre des milliers de femmes au niveau communautaire, comme le montre une demande récente pour que le Plan d'action de Beijing et la Déclaration universelle des droits de l'homme en français soient utilisés comme matériel dans les classes d'alphabétisation destinées aux femmes.

En l'an 2000, la congrégation a nommé des représentants régionaux à Addis Abeba et à Bruxelles. Ces personnes, tout en ayant d'autres emplois à plein temps, ont pu participer à certaines des activités des Nations Unies, telles que l'examen quinquennal régional de la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui a eu lieu à Addis Abeba.

La Congrégation du bon pasteur pense que son affiliation avec les Nations Unies continuera de faire connaître sa mission de manière pertinente tout en lui donnant la possibilité de faire entendre aux Nations Unies la voix et les préoccupations des femmes au niveau communautaire dans les 67 pays dans lesquels elle oeuvre.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La représentante de la Congrégation du bon pasteur participe activement aux activités suivantes :

a) Commission de la condition de la femme (1997, 1998, 1999, 2000) : La représentante de la Congrégation a collaboré avec le Groupe de travail sur la fillette du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), organe du Comité des ONG pour l'UNICEF, à la préparation et à la présentation des rapports intitulés Clearing a Path for Girls, en 1998 à la Commission de la condition de la femme, et Girls 2000, en l'an 2000, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen quinquennal de la Conférence de Beijing (Beijing+5). Les membres de la Congrégation sur le terrain ont envoyé des informations communautaires pour la préparation du rapport et la représentante s'est chargée de la compilation des rapports. La représentante a également appuyé la présence de 17 adolescentes qui ont fait des déclarations à la Commission de la femme en 1998 sur les questions relatives aux filles;

b) Commission du développement social (1999, 2000) : La représentante a participé aux travaux de la Commission du développement, notamment aux travaux de l'Equipe spéciale sur la lutte contre la pauvreté du Comité des ONG pour le développement social;

c) Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen quinquennal de la Conférence de Beijing (2000) (Beijing+5) : Lors de la session extraordinaire, tenue en juin 2000 à New York, la représentante de la Congrégation a participé activement aux forums des organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme et sur la violence à l'égard des femmes et des filles;

d) Forum du Millénaire : La représentante de la Congrégation a participé à la rédaction du segment de la Déclaration et du Plan d'action du Forum du Millénaire consacré à la lutte contre la pauvreté.

Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

La coopération a été la suivante :

a) Le Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies :

- i) La représentante assiste aux réunions d'information du Département de l'information et diffuse le matériel recueilli lors de ces réunions par l'intermédiaire des bulletins organisationnels;
- ii) La représentante a distribué dans trois langues - anglais, espagnol et français - du matériel sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Plan d'action de Beijing et la Déclaration universelle des droits de l'homme et a utilisé ce matériel lors de ses activités internationales de formation de ses membres;

b) La Commission des droits de l'homme :

- i) La représentante a signé le document E/CN.4/2000/NGO/59, en date du 10 février 2000, déclaration sur les droits de l'enfant soumise à la cinquante-sixième session de la Commission des droits de l'homme;
- ii) La représentante a envoyé des lettres d'alerte au bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme concernant les situations de crise dont la Congrégation a eu connaissance à Chiapas (Mexique); aux Philippines, au Timor oriental et au Soudan;

c) Le dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Vienne, 10-17 avril 2000) : En février 2000, la représentante a fourni des informations sur la traite des femmes/prostitution et a tenu des consultations avec l'Observateur permanent du Saint-Siège.

Autres activités

La représentante à New York a participé activement aux travaux des comités suivants qui font partie de Comités des ONG de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO) :

a) Le Groupe de travail sur les fillettes, qui fait partie du Comité des ONG de l'UNICEF;

b) Le réseau international pour les filles, sous-groupe du Groupe de travail sur les fillettes;

c) La Coalition contre la traite des femmes, organisation internationale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social;

d) Le Comité des ONG sur la condition de la femme;

e) Le Comité des ONG pour le développement social - équipe spéciale sur la lutte contre la pauvreté;

f) L'Equipe spéciale sur la santé mentale de la Commission de la condition de la femme;

g) Comité des ONG sur la liberté de religion et de conviction.

La Congrégation du bon pasteur a participé à l'Appel pour la paix de La Haye.

Application des résolutions des Nations Unies

La représentante a participé aux activités de la Journée annuelle pour la liberté de religion et de conviction organisée par le Comité des ONG sur la liberté de religion et de conviction.

Consultation et coopération avec les fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies et préparation de documents à la demande du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La représentante a prié les membres de la Congrégation du bon pasteur en Australie de soumettre un rapport (août 1998) au bureau du Rapporteur spécial chargé de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, tel que celui-ci l'avait demandé.

Autres exemples d'activités consultatives et de fond

Aucune autre activité à mentionner à l'heure actuelle.

2. FEDERATION OF EUROPEAN MOTOCYCLISTS' ASSOCIATIONS

(Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Historique

La Federation of European Motorcyclists' Associations (FEMA) est l'organisation européenne qui représente les motocyclistes utilisant le réseau routier. Elle a pour but de protéger et de promouvoir les intérêts des motocyclistes utilisant leurs machines à des fins de transports ou de loisirs. La Fédération ne représente pas les intérêts des motocyclistes sportifs, qui relèvent de la responsabilité de son organisation soeur, la Fédération internationale de motocyclisme (FIM).

La Fédération représente les intérêts de ses membres au sein des organes législatifs et de réglementation tels que la Commission européenne et le Parlement européen et le Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe (CEE). En particulier, la Fédération s'efforce également d'améliorer la sécurité des motocyclistes en participant aux travaux des organes compétents, en entreprenant des recherches et en organisant des campagnes de sécurité routière.

Depuis que le statut consultatif spécial lui a été accordé, la Fédération s'est considérablement élargie. En janvier 1998, une organisation représentant les motocyclistes dans les pays nordiques a été unifiée et la FEMA a bénéficié de l'affiliation d'organisations représentant les motocyclistes du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Finlande. De plus, une organisation de motocyclistes de la République tchèque et une deuxième organisation du Danemark se sont jointes à la Fédération. A l'heure actuelle, la Fédération comprend 26 organisations membres de 18 pays, qui entre elles, représentent bien plus de 500 000 motocyclistes.

Introduction

Le présent rapport se réfère tout d'abord aux activités entreprises par la Fédération afin de veiller à ce qu'il soit tenu compte des intérêts des utilisateurs dans les processus de l'harmonisation internationale des règlements sur les véhicules, de même que dans l'harmonisation des règlements au sein de l'Union européenne et du Comité des transports intérieurs de la CEE. Il traite ensuite des travaux de la Fédération dans le domaine de la sécurité de la circulation routière en général et en particulier dans le contexte des travaux du Groupe de travail I du Comité des transports intérieurs de la CEE. Enfin, il passe aux travaux entrepris par la Fédération en vue de promouvoir et de développer les contacts et les relations de travail entre les motocyclistes du monde entier.

Harmonisation mondiale des règlements sur les véhicules

Au cours de la période couverte par le rapport, le Président, le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et le fonctionnaire chargé des campagnes de la Fédération ont participé à de nombreuses réunions avec des fonctionnaires de la Commission européenne et des membres élus du Parlement européen en vue de discuter de la mise en place d'un règlement européen sur les motocycles. Ils

/...

ont également participé aux travaux de divers organes créés par l'Union européenne, notamment le Groupe sur les émissions des véhicules à moteur et les programmes auto-carburant.

L'expérience acquise par la Fédération lorsqu'elle a représenté les intérêts des utilisateurs/consommateurs dans le processus d'établissement d'un "règlement européen sur les motocycles" s'est révélée utile dans l'approche adoptée pour participer aux travaux des Nations Unies. En 1999, le Secrétaire général de la Fédération a assisté à deux réunions du Forum mondial pour l'harmonisation des règlements sur les véhicules (WP.29) du Comité des transports intérieurs de la CEE.

Grâce à cette participation la Fédération a réalisé que tout en étant une organisation réellement représentative dans la limite des paramètres de l'Union européenne, elle l'était moins dans le contexte du processus d'élaboration des règlements mondiaux.

Afin de remédier à cette limitation, la Fédération a établi des contacts avec la Fédération internationale des motocyclistes (FIM) et avec les organisations de motocyclistes en Australie et en Amérique du Nord. Afin de progresser dans ce sens, un certain nombre de réunions ont été tenues avec des représentants de motocyclistes en 1999 et 2000. La Fédération a également soulevé la question de l'harmonisation mondiale avec des représentants d'organisations internationales et européennes de l'industrie des motocycles, ainsi qu'avec un certain nombre de fabricants de motocycles.

Ces contacts et consultations ont conduit à un accord entre toutes les organisations de motocyclistes sur des mécanismes devant permettre de représenter le point de vue des utilisateurs/consommateurs dans les travaux de la CEE. La Fédération est d'avis que ces mécanismes faciliteront les travaux du WP.29 du Comité des transports intérieurs. Ces mécanismes prévoient également des consultations utiles avec les fabricants de motocycles.

Pendant la période au cours de laquelle ces mécanismes faisaient l'objet de débats et étaient élaborés, le Secrétaire général par intérim de la Fédération a entrepris deux importants projets de recherche sur la sécurité de la circulation routière. Le premier projet a consisté en une enquête détaillée sur la formation initiale des motocyclistes en Europe et en une évaluation de cette formation. Le rapport contenait un certain nombre de recommandations qui ont été présentées à la Commission européenne et par la suite, certaines de ces recommandations ont été incorporées aux propositions visant à mettre en place une nouvelle formation et de nouveaux mécanismes d'essai.

Le deuxième projet a examiné la façon dont les glissières de sécurité pourraient être rendues plus sûres pour les motocyclistes. Le projet analysait la structure de divers types de glissières et dispositifs de sécurité.

Le rapport contenait une série de recommandations à l'intention des autorités de la circulation routière; ces recommandations visaient à améliorer la sécurité des installations existantes et à utiliser les meilleures pratiques pour décider des nouvelles installations.

La vulnérabilité des jeunes motocyclistes est une question préoccupant particulièrement la Fédération. En 1999 et en l'an 2000, avec la coopération et l'appui de l'Association des constructeurs européens de motocycles, l'industrie des motocycles en Europe, et la FIM, la Fédération a organisé l'Année des jeunes motocyclistes européens. La Direction générale des transports de la Commission européenne a fait des contributions financières pour permettre la mise en oeuvre de cet important programme de sécurité de la circulation routière. En 1999, plus de 12 000 motocyclistes de moins de 26 ans, venant de 13 pays d'Europe, ont participé aux manifestations de l'Année des jeunes motocycliste européens et en l'an 2000, plus de 20 000 jeunes motocyclistes y ont participé.

Entre 1998 et 2000, le Secrétaire général et le Secrétaire général par intérim de la Fédération ont participé à quatre réunions du Groupe de travail de la sécurité de la circulation (WP.1) du Comité des transports intérieurs de la CEE. En l'an 2000, la célébration de l'Année des jeunes motocycliste européens a également été organisée en connection avec la troisième Semaine de sécurité de la circulation dans la région de la CEE au cours de laquelle ont été lancées un certain nombre d'initiatives nationales.

Elargir les contacts dans le monde entier

Au cours de la période couverte par le rapport, la Fédération a établi et élargi ses contacts avec des organisations de motocyclistes en Argentine, en Australie, au Canada, aux Etats-Unis d'Amérique, en Hongrie, aux Philippines, en Pologne, en Thaïlande et en Ukraine. Ces contacts ont été inappréciables pour ce qui est de comprendre le rôle que jouent les véhicules à deux roues dans l'infrastructure des transports des pays développés comme des pays en développement. Ils ont permis à la Fédération de mieux faire connaître potentiel qu'ont les motocycles de contribuer à la solution de divers problèmes sociaux, tels que la prestation de services médicaux en Afrique et la réduction de la congestion urbaine en Europe.

3. RESEAU DES FEMMES AFRICAINES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA COMMUNICATION

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

Introduction

Le Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication se consacre à la mise en commun de l'information entre les organisations non gouvernementales féminines d'Afrique de manière à assurer que les ONG mettent un accent plus marqué et plus efficace sur le développement, l'égalité et les droits de l'homme des femmes. Depuis sa création en 1988, le Réseau a été financé par ses membres et ses partenaires en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique. Le Réseau a des centres de liaison nationaux dans 53 Etats africains. Le Réseau est également affilié aux organisations internationales suivantes :

- a) L'Association africaine pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes (AAAEA);
- b) Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO);
- c) Le Centre de la tribune internationale de la femme (CTIF);
- d) l'Alliance mondiale pour la participation des citoyens (CIVICUS).

Activités du Réseau

Le Réseau oeuvre dans trois principaux domaines :

a) Le suivi de la mise en oeuvre des Plans d'action de Dakar et de Beijing. De 1993 à 1995, le Réseau a été le centre de liaison des organisations non gouvernementales féminines africaines lors de leurs travaux préparatoires à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995. Le Réseau a continué de collaborer avec les ONG féminines africaines dans le cadre des activités de suivi du Forum des ONG de Beijing et de la conférence intergouvernementale tenue parallèlement, particulièrement en ce qui concerne le processus d'examen quinquennal de la Conférence de Beijing qui vient juste de s'achever;

b) Le renforcement des capacités des ONG féminines africaines. Grâce à une formation à l'intégration des éléments sexospécifiques, le Réseau a mis en place un modèle pour la formation des formateurs en matière d'intégration des éléments sexospécifiques qui est applicable aux 12 domaines prioritaires énoncés dans les Plans d'action de Dakar et de Beijing. Le modèle a été mis à l'essai au niveau national par l'intermédiaire des membres du Réseau et des centres de liaisons au Malawi et au Kenya. D'ici la fin de l'an 2000, le nombre de pays participant à un programme en cours passera de sept à neuf;

c) Les communications au service du plaidoyer. Le Réseau continue de publier des bulletins bilingues à l'intention de ses membres : FEMNET News qui est axé sur la mise en commun des expériences des membres et des stratégies concernant le développement et l'égalité des femmes africaines (buts, activités,

/...

succès, lacunes, contraintes) et Our Rights qui contient des analyses sur les questions touchant les éléments sexospécifiques et les droits de l'homme des femmes en Afrique. Les deux bulletins ont été évalués par les membres et des mesures ont été prises pour répondre aux critiques constructives visant à rendre les bulletins plus efficaces et mieux adaptés aux besoins des membres. Le Réseau a également créé un site Web : <http://www.africaonline.co.ke/femnet> qui est mis à jour trimestriellement. En ce qui concerne le processus d'examen quinquennal de la Conférence de Beijing, le Réseau a établi un partenariat avec le Programme pour les femmes africaines de l'Association of Progressive Communicators (APC) et a créé avec elle un site Web pour les femmes africaines sur le processus d'examen à l'adresse : <http://www.flamme.org>. Au cours des années à venir, la Réseau accordera la priorité aux travaux d'accès et d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication afin d'améliorer la coordination entre les membres et de rendre le plaidoyer plus efficace.

Coopération avec les organes des Nations Unies

En dehors de ses travaux avec la Commission de la condition de la femme, le Réseau a collaboré et continue à collaborer avec d'autres organes des Nations Unies, comme suit :

a) Le Réseau et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) mettent actuellement en place un projet sur l'intégration des éléments sexospécifiques et la promotion de la femme;

b) Le Réseau a participé la Conférence sur le quarantième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), qui s'est tenue du 28 avril au 1er mai 1998. La conférence était parrainée par le PNUD et la CEA;

c) Le Réseau a participé aux travaux du comité technique créé par la CEA pour organiser la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes en préparation de l'examen quinquennal de la mise en oeuvre des Plans d'action de Dakar et de Beijing. Les centres de liaison du Réseau dans tout le continent ont également participé à cette conférence qui s'est tenue à Addis Abeba (Ethiopie) les 19 et 20 novembre 1999;

d) Le Réseau a participé à la première réunion du Groupe directeur sur le programme sur la mutilation génitale des femmes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La réunion s'est tenue à Accra (Ghana), du 23 au 25 août 1999;

e) Le Réseau a également été représenté à la conférence pour la lutte contre le tabac organisée par l'OMS à Kobe (Japon), du 14 au 18 novembre 1999. Il travaille actuellement, en collaboration avec l'OMS, à un projet de suivi sur la promotion publicitaire du tabac et les femmes africaines.

4. HUMANE SOCIETY OF THE UNITED STATES

(Statut consultatif général accordé en 1996)

Introduction

La Humane Society of the United States a pour mission de créer un monde humain et durable pour tous les animaux, y compris l'homme. Oeuvrant avec des diplomates, des institutions gouvernementales, des fonctionnaires élus à tous les niveaux du gouvernement, des organisations non gouvernementales, des corporations, des médias et le public en général, la Humane Society cherche à modifier de manière durable et profonde la prise de conscience et le comportement humains de l'exploitation vers le respect et la compassion pour toute vie. Nous avons le plaisir de soumettre le rapport suivant sur notre large participation à l'appui des activités des Nations Unies au cours des quatre dernières années.

Participation aux réunions, conférences et aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La Humane Society a :

- a) participé au deuxième atelier océanographique de Londres (décembre 1998);
- b) assisté à l'Atelier régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Bangkok sur invitation spéciale (juin 1998);
- c) participé aux travaux intersessions de la Commission du développement durable en vue d'organiser le Caucus on Sustainable Agriculture and Food Systems (SAFS) et les activités de démonstration agricole, y compris les plans d'organisation de la réception donnée par le Président de la Commission (février 1998);
- d) participé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen quinquennal du Sommet Terre; et a tenue des réunions journalières d'information sur l'agriculture écologiquement viable et des réunions organisationnelles et a identifié plus de 100 organisations dans le monde qui ont accepté de participer au Caucus (juin 1997);
- e) participé aux négociations de la Commission du développement durable sur Action 21 en vue d'établir l'ordre du jour pour les cinq prochaines années (février-avril 1997);
- f) participé aux travaux intersessions de la Commission du développement durable en février 1997 et à la session de la Commission en avril; et a aidé à organiser le dialogue des agriculteurs pour la Commission;
- g) assisté à la session de rédaction du Sommet mondial de l'alimentation à la FAO, à Rome, et a fait insérer un passage sur l'agriculture organique qui est demeuré dans le texte final de la Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale du Sommet mondial de l'alimentation de Rome (septembre 1996).

/...

Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

La Humane Society a :

a) soumis des termes sur la pêche au filet dérivant qui ont été incorporés dans la résolution 54/32 de l'Assemblée générale en date du 24 novembre 1999 sur l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives et des stocks de poissons grands migrateurs (novembre 1999);

b) signé un accord pour faire partie du Groupe de travail sur l'élimination de la violence créé sur Internet par l'UNIFEM dans le cadre de notre campagne "First Strike" qui liait la cruauté envers les animaux à la violence domestique (juin 1999);

c) soumis des propos sur la pêche au filet dérivant qui ont été incorporés dans la résolution 53/33 de l'Assemblée générale en date du 24 novembre 1998 sur la pêche hautière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer, prises accessoires et déchets de la pêche, et autres faits nouveaux (mai 1999);

d) soumis un rapport sur la pêche au filet dérivant à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat des Nations Unies en vue du rapport sur la pêche soumis à l'Assemblée générale (juin 1998);

e) coprésidé et rempli les fonctions de secrétariat de l'Alliance pour les programmes de développement durable des Nations Unies, a accueilli la manifestation du National Press Club, à laquelle a participé l'Ambassadeur des Etats-Unis le 31 octobre 1997.

Autres activités

Consultations :

a) En décembre 1997 des représentants de la Humane Society ont rencontré le personnel de liaison des organisations non gouvernementales afin d'aider à planifier des activités pour la huitième session de la Commission du développement durable au cours de laquelle l'agriculture serait l'un des principaux thèmes;

b) La Humane Society a invité la Mission des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations à informer les pays partageant les mêmes vues sur les questions concernant la résolution 52/29 de l'Assemblée générale sur la pêche au filet dérivant (novembre 1997).

Préparation de document/autre matériel :

a) La Humane Society a soumis des observations sur le rapport du Secrétaire général (A/53/170) concernant la participation des organisations non gouvernementales aux activités du système des Nations Unies (novembre 1999);

/...

b) Elle a soumis un document sur l'abattage humain à l'Atelier régional organisé par la FAO/OMS/Organisation panaméricaine de la santé (PAHO), tenu à la Jamaïque (juillet 1999);

c) Dans le cadre d'un projet conjoint avec la FAO, elle a été co-auteur d'une brochure contenant des directives sur l'abattage humain (1999);

d) Elle a publié des affiches laminées devant être utilisées par la Division de la production et de la santé animales de la FAO dans sa formation mondiale à l'abattage (1998);

e) Elle a soumis des informations et des propos à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer aux fins de la rédaction rapport sur les prises accessoires et la pêche au filet dérivant (1997).

Autres exemples

a) La Humane Society a réuni des fonds et recruté des consultants pour mener à bien les travaux du Caucus on Sustainable Agriculture and Food Systems (SAFS) lors de la huitième session de la Commission du développement durable et autres manifestations des Nations Unies; a cofinancé International Partners for Sustainable Agriculture, réseau international d'organisations non gouvernementales qui participe aux manifestations des Nations Unies et qui s'est chargé, lors de la huitième session de la Commission du développement durable, de l'organisation du dialogue des agriculteurs qui a connu un grand succès;

b) Elle a recueilli des fonds et aidé à organiser le Caucus on Sustainable Agriculture and Food Systems (SAFS) lors de la huitième session de la Commission du développement durable et a préparé des documents et parrainé la participation d'agriculteurs à la huitième session de la Commission du développement durable et autres manifestations des Nations Unies;

c) Elle a fourni un appui financier au projet d'abattage aux Philippines entrepris par la Division de la production et de la santé animales de la FAO en 1999;

d) Verna Simpson, co-directeur du bureau international de la Humane Society en Australie, a été élu au Global 500 Roll of Honor du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en juin 1999;

e) Elle a signé la lettre des Associations des Nations Unies/Etats-Unis d'Amérique adressée au Congrès qui concernait le paiement de la dette des Etats-Unis aux Nations Unies, 3 juin 1999;

f) Elle a parrainé le secrétariat du Caucus SAFS qui a fonctionné pendant les réunions intersessions et la septième session de la Commission du développement durable;

g) Elle a participé à la sixième session de la Commission du développement durable et a aidé à organiser les réunions journalières du Caucus; elle a organisé des dialogues entre les délégués et les représentants de l'agriculture écologiquement viable; elle a réuni plus de 10 000 dollars et a organisé la réception du Président de la Commission à l'Ambassade des

Philippines au cours de laquelle ont été servis des aliments organiques produits localement; et elle a fait une déclaration à la réception et a distribué de la littérature à l'appui de l'agriculture écologiquement viable et des systèmes d'alimentations locaux (avril 1998);

h) Elle a accueilli la réception/réunion d'information à l'intention des diplomates et des organisations non gouvernementales aux Nations Unies (avril 1997);

i) Elle a coparrainé l'atelier de formation à l'abattage de la FAO au Malawi (février 1997);

j) Elle a co-organisé le Caucus sur l'agriculture des organisations non gouvernementales accréditées auprès des Nations Unies, connu sous le nom de Caucus on Sustainable Agriculture and Food Systems (SAFS) qui demeure aujourd'hui le caucus des organisations non gouvernementales officiellement approuvé par la Commission du développement durable (avril 1997);

l) Elle a coparrainé la Journée communautaire mondiale des Associations des Nations Unies/Etats-Unis d'Amérique/Nations Unies, tenue à Washington (octobre 1997);

m) Elle a témoigné en faveur du financement du PNUE devant le Sous-Comité des opérations étrangères de la Chambre des représentants des Etats-Unis (24 avril 1997);

n) L'affiliée de la Humane Society, Earth Voice, a aidé à organiser l'Alliance pour les programmes de développement durable des Nations Unies, dont elle était co-président. L'Alliance, qui comprend plus de 70 organismes environnementaux nationaux, appuie les travaux des organismes des Nations Unies tels que le PNUE, le PNUD, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres. Des dirigeants d'organismes des Nations Unies, tels que l'Administrateur du PNUD, Gustave Speth, et le Président du Fonds pour l'environnement mondial, Mohamed El Ashry, ont participé à des manifestations organisées par l'Alliance au National Press Club à Washington. Nous avons entrepris des activités éducationnelles avec des personnalités du Congrès des Etats-Unis, donnant la possibilité à l'Administrateur du PNUE, Klaus Toepfer, de souligner l'importance du PNUE. Bien que l'Alliance n'exerce pas de pressions, elle coordonne les activités des groupes de pression au nom de 13 organismes des Nations Unies;

o) La campagne intitulée "Preserve United States Global Leadership" a été lancée pour remédier au fléchissement de l'appui financier des Etats-Unis aux comptes des affaires internationales, notamment le financement des Nations Unies. En tant que vice-président et membre du Conseil d'administration, la Humane Society a aidé cette coalition à devenir le mécanisme de plaidoyer et d'appui le plus large et le plus représentatif des Etats-Unis, y compris les coalitions d'organisations non gouvernementales et des milieux d'affaires telles que la Chambre de commerce des Nations Unies;

p) Notre programme "Our Earth Advocates" a aidé à faire comprendre aux membres du Congrès des Etats-Unis l'importance des institutions spécialisées du

ystème des Nations Unies et a trouvé de nouveaux défenseurs des activités des Nations Unies.

5. COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA SOLIDARITE

(Statut consultatif spécial accordé en 1972)

Buts et objectifs

Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CIDSE) est une coalition internationale d'organisations de développement catholiques du Nord situées en Europe et en Amérique du Nord, entreprenant, en collaboration avec des organisations et des partenaires dans tous les continents, des activités de plaidoyer et de pression, des programmes de développement et d'éducation au développement.

La CIDSE concrétise le désir de ces organisations de travailler ensemble à l'accomplissement de la mission et des stratégies des organisations membres individuelles et au renforcement des objectifs propres à la CIDSE. La CIDSE a principalement pour rôle :

a) D'accroître et de maintenir la qualité, l'efficacité et l'efficience des travaux des organisations membres individuelles;

b) De permettre aux organisations membres d'accomplir ensemble ce qu'elles ne peuvent accomplir seules;

c) De fournir un appui aux organisations membres dans les travaux qu'elles entreprennent ensemble afin de faire progresser la propre mission et les stratégies de la CIDSE.

Comme on le verra ci-dessous, les activités ayant trait aux Nations Unies entreprises par la CIDSE au cours de la période 1996-1999 ont principalement été orientées vers des questions telles que la sécurité alimentaire et le développement social. Par l'intermédiaire de ses organisations membres et de son groupe spécial sur la justice sociale, la CIDSE a participé aux sommets consacrés à ces questions et y a soumis des documents en étroite coopération avec des réseaux catholiques et protestants - bien que plus particulièrement avec Caritas Internationalis. Elle a en outre organisé des réunions et des ateliers pour suivre la mise en oeuvre du Sommet mondial pour le développement social de 1995 et a entrepris des activités de pression dans le domaine de la justice sociale.

Participation aux travaux et/ou aux conférences du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et autres réunions des Nations Unies

1996 :

a) A participé à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et activités connexes, Istanbul, 3-14 juin 1996, et a soumis une note d'information à la Conférence;

b) A participé à la quatrième session du Groupe de travail intersessions du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, août 1996;

/...

c) A participé au Sommet mondial de l'alimentation des Nations Unies, Rome, 13-17 novembre 1996 et a publié le document de synthèse No 22 de la CIDSE intitulé "Food security and people's basic right to food" (novembre 1996) et le document intitulé "Contribution to the World Food Summit: hunger undermines all dignity".

1997 :

Un représentant de l'organisation membre française de la CIDSE a participé à la trente-cinquième session de la Commission pour le développement social, New York, 1997.

1998 :

a) A participé à la trente-sixième session de la Commission pour le développement social, New York, 10-20 février 1998, et a publié le document de référence intitulé "Advocating for greater social justice" et a fait deux déclarations orales : i) "Investing in participation: a position of an ecumenical delegation" (11 février) (droits de l'homme et développement) et ii) "The situation of migrants in a globalized world" (18 février) (migration);

b) A participé à la consultation du Programme des Nations Unies pour le développement avec les représentants d'organisations non gouvernementales sur la relation de certains organismes, fonds et programmes des Nations Unies avec les organisations de la société civile, New York, 12 février 1998.

1999 :

a) A participé à la trente-septième session de la Commission pour le développement social, New York, 9-19 février 1999, et a organisé, avec la participation d'un représentant de l'Organisation internationale du Travail (OIT), un atelier intitulé "Taxing excessive currency speculation to prevent social crisis and finance global challenges" (11 février) et a distribué un document d'information sur ce sujet; elle a fait deux déclarations orales en séance plénière de la Commission : i) "Strengthening global financial architecture to prevent social crisis and finance social services to all" (11 février) (architecture financière mondiale, taxe sur les opérations sur devises) et ii) "Promises to keep: miles to go" (17 février) (environnement propice, bonne gouvernance/participation, dette);

b) A participé à la première session du Comité préparatoire pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen d'autres initiatives, New York, 17-28 mai 1999; un représentant de la CIDSE a fait un exposé lors d'une table ronde de haut niveau sur le financement du développement (parmi les autres orateurs figuraient l'Ambassadeur Rosendahl, un représentant du PNUD et un représentant de la Division des politiques sociales et du développement du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies; et a fait une déclaration orale intitulée "Create a supportive external economic environment that will enable people to achieve social development" lors de la séance plénière (indicateurs du développement humain, dette, ajustement structurel et spéculation financière excessive), 21 mai;

/...

c) Un représentant de la CIDSE a fait un exposé lors de la réunion du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) (25 octobre 1999) en vue de la préparation de la dixième session de la CNUCED [réforme de l'architecture financière mondiale, Organisation mondiale du commerce (OMC)].

Autres activités

Mise en oeuvre des résolutions de l'Assemblée générale

Au niveau international :

a) La CIDSE, conjointement avec d'autres réseaux catholiques, a suivi la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social afin de s'assurer que les engagements pris par les chefs d'Etat ou de gouvernement à cette occasion étaient réellement mis en oeuvre. Des réunions, des ateliers, des déjeuners, la participation aux groupes de travail des organisations non gouvernementales, notamment aux groupes de travail chargés des questions sexospécifiques ont offert de nombreuses occasions au cours des sessions de la Commission pour le développement social de promouvoir les discussions au sein de la Commission et d'exercer des pressions sur les délégués;

b) Lancement international du document d'information conjoint CIDSE/Caritas Internationalis, intitulé "Putting Life Before Debt" (La vie doit passer avant la dette) (avril 1998) (disponible en anglais, espagnol et français) et pressions exercées sur les institutions financières internationales et les gouvernements;

c) Organisation d'une réunion d'experts internationaux sur le sujet "Taxing excessive financial speculation to prevent social crisis" (Taxation de la spéculation financière excessive afin de prévenir une crise sociale) (Antwerp (Belgique), 22 octobre 1999) avec la participation de personnel du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies et de la CNUCED;

d) Organisation de deux ateliers à Cologne juste avant le Sommet du Groupe des sept (juin 1999); un sur la taxation de la spéculation financière excessive et l'autre sur la dette.

Au niveau national :

a) A l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la CIDSE a approuvé en tant que document de référence un document préparé par Justice and Peace Europe, intitulé "Human Rights Treaties, Ratification and Reporting: Monitoring and Protecting Social Rights within the United Nations System - A Task for NGOs" (mai 1998) et a encouragé ses membres à entrer en contact avec leurs commissions nationale pour la justice et la paix et de joindre leurs forces afin d'exercer des pressions sur leurs gouvernements dans le cadre du suivi des réunions des Nations Unies sur les droits de l'homme (à partir de décembre 1998);

b) Les organisations membres de la CIDSE ont également suivi la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social au niveau national et

/...

exercé des pressions sur leurs gouvernements en vue des sessions de la Commission pour le développement social et des réunions de son Comité préparatoire.

Consultations et coopération avec les fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies

Des copies du document de référence des réseaux d'organisations non gouvernementales catholiques, intitulé "Advocating for Greater Social Justice: Follow-up to the 1995 Copenhagen Summit" et d'autres documents d'information ont été largement distribués au cours des sessions de la Commission pour le développement social afin d'appuyer les travaux du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies.

6. ASSOCIATION INTERNATIONALE D'HABITAT RURAL

(Statut consultatif spécial accordé en 1972)

Introduction

L'Association internationale d'habitat rural est une association non gouvernementale à but non lucratif qui s'intéresse à l'habitat rural et à l'hygiène du milieu.

Sources de financement

Le Ministère de la santé et de l'aide sociale du Venezuela.

Participation

L'organisation a participé :

- a) Au Sommet mondial de l'alimentation, Rome (Italie), 13-17 novembre 1996) : le Président de l'Association a été accrédité;
- b) A la session extraordinaire de l'Assemblée générale (sixième groupe) consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21, New York, juin 1997 : Eric Carlson a représenté l'Association;
- c) A la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul (Turquie), 3-14 juin 1996 : Eric Carlson a représenté l'Association.

Coopération avec les programmes des Nations Unies

L'Association reçoit et transmet toutes les informations techniques concernant l'habitat rural et l'hygiène du milieu grâce à la diffusion de bulletins, de brochures et toute documentation pertinente sur lesdits domaines provenant de l'Organisation des Nations Unies.

Autres activités

Les activités de l'Association peuvent être décrites comme suit :

- a) 1996 :
 - i) L'Association a participé aux réunions techniques de la Banque interaméricaine de développement dans le domaine de l'habitat rural et du développement communautaire entre le Venezuela, la Colombie, le Mexique et les pays d'Amérique centrale;
 - ii) L'Association a collaboré et participé à un atelier sur le financement d'habitations à bon marché et la planification de l'assistance technique dans le domaine social, à Mérida (Venezuela);

b) 1997 :

- i) L'Association a parrainé le deuxième Atelier sur la conception et la technologie de l'habitat et des établissements ruraux, à Mérida;
- ii) Elle a participé à la phase consultative, à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un accord entre le Ministère de la santé, la Faculté d'architecture de l'Université des Andes, à Mérida, et l'Association internationale de l'habitat rural, en vue de rechercher de nouveaux types d'habitations rurales adaptées aux climats chauds et aux climats humides;

c) 1998-1999 :

- i) Un accord entre la Fondation Eco-Habitat, le Ministère de la santé et la compagnie pétrolière Petroleos de Venezuela et l'Association internationale de l'habitat rural a été mis au point en vue de l'exécution de programmes consacrés à l'habitat rural dans les zones pétrolières de l'Est et de l'Ouest du Venezuela;
- ii) L'association a parrainé la publication du livre intitulé Arnoldo Gabaldon concernant la vie et les travaux de ce scientifique vénézuélien, dont les activités en matière de santé publique et d'assainissement sont internationalement connues;

d) 1999 :

Un projet d'accord de coopération interinstitutionnelle en vue de rechercher et de mettre à l'essai divers nouveaux types d'habitations propices au développement rural intégré a été élaboré par l'Université centrale du Venezuela, le Ministère de l'infrastructure et l'Association internationale de l'habitat rural.

7. JIGYANSU TRIBAL RESEARCH CENTRE

(Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Introduction

Le Jigyansu Tribal Research Centre (JTRC) a été créé en 1979 et immatriculé dans le cadre de la loi sur l'immatriculation des sociétés en 1980. Depuis lors, le JTRC a oeuvré en faveur du développement et du bien-être des tribus et castes "énumérées" et d'autres classes déshéritées et des sections les plus faibles de la société. Le JTRC réalise ses travaux à l'intérieur des zones tribales dans l'ensemble de l'Inde et dans certaines parties du Sud-Est de l'Asie grâce à ses 11 branches d'Etat et ses 30 bureaux de projet. En Inde, le JTRC travaille actuellement dans l'Andhra Pradesh, l'Orissa, le Bengal de l'Ouest, le Bihar, le Nadhya Pradesh, l'Uttar Pradesh, le Jammu-et-Cachemire, l'Himachal Pradesh, l'Haryana, le Rajasthan, Delhi, le Naharashtra, le Gujarat et les Etats d'Assam, Sikkia, Aranachal Pradesh, Neghalaya, Nanipur, Nagaland, Nisoram et Tripura, au Nord-Est. En Asie du Sud-Est, le JTRC travaille en Indonésie, en Thaïlande, au Népal et dans certaines parties du Bangladesh. Au cours des 20 dernières années, le JTRC a travaillé avec 115 tribus majeures et 300 tribus mineures en Inde et dans les pays d'Asie du Sud-Est. Le JTRC a servi directement 5 millions de tribus et castes "énumérées" bénéficiaires et environ 4 millions d'enfants dans les régions reculées grâce à ses programmes et ses projets entrepris par ses divisions chargées de la recherche, du renforcement des capacités, de l'évaluation et du développement durable.

Outre ses buts et objectifs ordinaires qui sont de travailler avec les peuples autochtones aux niveaux national et international, le JTRC organise également des séminaires, des ateliers et des conférences nationaux et participe régulièrement aux conférences internationales parrainées par les Nations Unies. Le JTRC coopère avec les Nations Unies dans les domaines de la paix et du développement dans le monde, de l'autonomisation des peuples autochtones et des droits de l'homme.

Au cours des deux dernières décennies, environ 10 000 membres en Inde, y compris 25 membres institutionnels se sont joints au JTRC. Aux Etats-Unis d'Amérique et dans les pays d'Europe, 16 particuliers et six institutions sont membres du JTRC, et en Asie du Sud-Est, 35 particuliers et 25 institutions en sont membres.

Au cours des cinq dernières années, les principales sources de financement du JTRC ont été 15 Ministères du Gouvernement indien et des organismes intergouvernementaux tels que l'OIT, l'OMS, le PNUD et l'UNICEF. Depuis 1999, le JTRC coopère également avec les International Donor Agencies des Pays-Bas.

Participation aux réunions et conférences des Nations Unies

a) 1996 :

2-14 juin : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Istanbul (Turquie); Délégué du JTRC : M. Nesti Nahanti, Secrétaire général et Directeur;

/...

- b) 1997 :
 - i) 4-7 mai : "Achieving a just, comprehensive and lasting solution of the question of Palestine: the role of Asia" (Arriver à un règlement juste, complet et durable de la question de Palestine : le rôle de l'Asie), Jakarta (Indonésie); Délégué du JTRC : M. Nesti Nahanti, Secrétaire général et Directeur;
 - ii) 10-13 septembre : Cinquantième Conférence annuelle ONG/DPI (Création de partenariats), New York; Délégué du JTRC : M. Nesti Nahanti, Secrétaire général et Directeur;
- c) 1998 :
 - i) 12-18 mai : Conférence sur le processus de paix en Palestine, Gaza, Palestine; Délégué du JTRC : M. Nesti Nahanti, Secrétaire général et Directeur;
 - ii) 14-16 septembre : Cinquante et unième Conférence annuelle ONG/DPI, New York; Délégué du JTRC : M. Nesti Nahanti, Secrétaire général et Directeur;
- d) 1999 :
 - i) 11-15 mai : L'Appel pour la paix de la Haye, La Haye (Pays-Bas); Délégué du JTRC : M. Nesti Nahanti, Secrétaire général et Directeur;
 - ii) 10-16 octobre : Conférence internationale des ONG intitulée "The role of NGOs in the twenty-first century: inspire, empower, act" (Le rôle des ONG au XXIe siècle : inspirer, autonomiser, agir), Séoul (République de Corée); Délégué du JTRC : M. Nesti Nahanti, Secrétaire général et Directeur.

Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

Coopération :

- a) Travaux avec la Palestine;
- b) Travaux avec les réfugiés d'Europe orientale dans l'ex-Yougoslavie.

Autres activités

Ces activités comprennent :

- a) Vingt-quatre programmes de formation des jeunes aux "activités des Nations Unies" en Inde dispensés à 750 jeunes volontaires;
- b) Coopération avec l'OIT, Genève en vue de l'adoption de conventions et de résolutions;

c) Collaboration avec d'autres organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social en Inde et en Asie du Sud-Est;

d) Nombreuses activités avec l'Union interparlementaire et les Centres d'information des Nations Unies en Inde.

8. INSTITUT LATINO-AMERICAIN DU FER ET DE L'ACIER

(Statut consultatif spécial accordé en 1964)

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut a pour objectifs d'étudier les aspects économiques, techniques et scientifiques, y compris les statistiques concernant la production du fer et de ses dérivés.

Participation aux travaux et/ou aux conférences du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et autres réunions des Nations Unies

Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

La coopération comprend :

a) La traduction en espagnol et la publication du Manuel II de l'ONUUDI : Le recyclage des scories d'acier (1996);

b) La traduction en espagnol et la publication du Manuel III de l'ONUUDI : Traitement des effluents liquides de laminés à chaud (1996);

c) La traduction en espagnol et la publication du Manuel IV de l'ONUUDI : Méthodologie et instruments de surveillance environnementale de la qualité de l'air et des eaux dans l'usine (1996);

d) La traduction en espagnol et la publication du Manuel V de l'ONUUDI : Gestion des poussières fines générées par les scies électriques et installations de préfusion (1996);

e) La traduction en espagnol et la publication du Manuel VI de l'ONUUDI : Système global de collecte, d'entreposage, de traitement et de réutilisation de chaux (1997);

f) La traduction en espagnol et la publication du Manuel VII de l'ONUUDI : Récupération thermique des installation Midrez et des hauts fourneaux (1998).

Autres activités

Les autres activités comprennent :

a) Des consultations avec M. Bernard Roux-Fouillet, Chef de la Section du développement des entreprises de la Division du commerce, de l'industrie et du développement des entreprises;

b) Réponses aux questionnaires envoyés par M. Noguichi, Division du commerce, CEE, Genève.

9. NIPPON INTERNATIONAL COOPERATION FOR COMMUNITY DEVELOPMENT

(Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Aperçu de l'organisation

Nippon International Cooperation for Community Development (NICCO) est une organisation non gouvernementale internationale située à Kyoto (Japon) qui n'a aucune affiliation religieuse, politique ou raciale. NICCO a été accréditée en tant que société agrégée par le Ministère des affaires étrangères du Japon en 1993 et en tant que société aux termes de la Public Beneficiary Promoting Law en 1996. NICCO figure également dans le répertoire Data on Consulting Firms (Données sur les sociétés de consultants) (DACON) de la Banque mondiale.

Introduction

NICCO a pour but de promouvoir la paix mondiale, tel qu'énoncé à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, en atténuant la pauvreté et en fournissant une aide à la satisfaction des besoins humains fondamentaux. A cette fin, NICCO s'efforce constamment de réaliser le développement communautaire et rural dans les régions pauvres du monde. Afin d'assurer l'autosuffisance financière et mentale de ceux qui vivent dans des régions pauvres, tout en améliorant l'environnement dans lequel ils vivent, NICCO entreprend les activités suivantes :

a) Elle fournit des fonds en vue de la réalisation de projets conjoints avec les organisations non gouvernementales locales ou pour ses propres projets de développement rural et communautaire, ou encore à l'intention de projets de protection de l'environnement;

b) Elle envoie du personnel ou des spécialistes techniques pour des projets éducationnels tels que les écoles professionnelles ou linguistiques; des projets éco-agricoles; des projets d'irrigation; des projets d'énergie non polluante;

c) Elle crée des institutions financières de microcrédit telles que la Cattle Bank, l'Agricultural Resource Bank et la Textile Resource Bank.

Vu que les objectifs et les principes de NICCO, de même que les activités qu'elle a entreprises au cours de la période 1996-1999, sont entièrement orientés vers la santé et le bien-être des êtres humains tel que mentionné dans la Charte des Nations Unies, et de "réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire..." (Article 1, par. 3 de la Charte des Nations Unies), le présent rapport tend à justifier le renouvellement du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies dont est doté NICCO.

Accroissement de la composition géographique

Outre le Japon, la Thaïlande, le Vietnam, la République démocratique populaire lao et la Jordanie, depuis 1996, la composition géographique de NICCO s'est élargie et comprend actuellement le Népal, le Yémen, les Etats-Unis

d'Amérique et l'Australie, ce qui lui permet d'obtenir un appui accru pour ses activités.

Affiliation à des organisations non gouvernementales internationales dotées du statut consultatif

NICCO est affiliée avec une organisation non gouvernementale jordanienne, The Jordanian Hashemite Fund for Human Development (JOHUD) (précédemment connu sous le nom de Queen Alia Fund for Social Development).

Participation aux réunions des Nations Unies

M. Carl Watson, représentant désigné de NICCO, a participé aux réunions suivantes :

a) La session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen de la suite donnée à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (23-27 juin 1997);

b) La cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale (septembre 1997);

c) La quarante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (2-13 mars 1998);

d) La septième session de la Commission pour le développement durable (mars 1999).

Participation à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

NICCO a participé à la troisième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Kyoto (Japon), du 1er au 10 décembre 1997. NICCO a appuyé la réduction mondiale des émissions de carbone dioxyde (CO₂) en organisant, dans l'immeuble où se tenait la Conférence, une démonstration de la fabrication de papier au Japon à partir de kénaf et un important festival cinématographique sur le thème du réchauffement planétaire. (Le kénaf est une plante produisant une pâte largement connue pour la possibilité qu'elle offre de sauvegarder les réserves forestières et sa large capacité d'absorption de CO₂).

Activités à l'appui de la Charte et des résolutions des Nations Unies

Toutes les activités de NICCO appuient directement les principes humanitaires exprimés dans de nombreux articles de la Charte des Nations Unies et dans les résolutions des Nations Unies concernant le développement. Par exemple, NICCO a fait d'importantes contributions à la "coopération internationale" dans les "domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation et de la santé..." dont il est question à l'Article 13 de la Charte. NICCO a également pris des mesures pour "créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer ... des relations pacifiques et amicales..." comme il est dit à l'Article 55 de la Charte. Ces objectifs ont été atteints grâce à la promotion du "relèvement des

niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;" de même qu'en favorisant "la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social et de la santé publique et autres problèmes connexes" et en mettant en oeuvre "la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation;" (sous-paragraphes a. et b. de l'Article 55 de la Charte).

Au cours de la période couverte par le rapport, NICCO a réalisé des projets dans les domaines de la santé, du bien-être public, du développement rural, de la protection de l'environnement et de l'éducation, comme suit :

Activités des organisations non gouvernementales pour la période 1996-1999

Les projets sont énumérés selon l'année fiscale japonaise (4 avril-31 mars)

a) 1996 :

- i) Projets de protection de l'environnement (Viet Nam) : Reboisement et plantation d'espèces de plantes locales en voie de disparition : plantes médicinales, arbres fruitiers (21 600 arbres ont été plantés sur 131 hectares, soit, depuis 1994, un total de 535 820 arbres sur une superficie de 283 hectares); plantation de café pour les coopératives féminines; culture du kénaf en tant que ressource en papier amie de l'environnement;
- ii) Personnel technique et formation professionnelle (Viet Nam) : écoles professionnelles : couture à l'intention des enfants des rues et des femmes pauvres;
- iii) Programme pour l'enseignement (Viet Nam) : depuis 1994, construction d'écoles (Delta du Mékong) en tant que contribution annuelle à un plan quinquennal visant à éliminer l'analphabétisme; administration de l'école de langue japonaise (créée en 1993); bourses et fourniture de livres scolaires à 350 enfants de l'école élémentaire; enquêtes sur les écoles et appui à l'enseignement;
- iv) Développement rural (Viet Nam) : fourniture d'équipement d'irrigation; construction de réservoirs en vue d'améliorer la récolte en saison sèche; (République démocratique populaire lao) : banque de prêts de bovins;
- v) Travaux consultatifs (sous contrat avec la Banque mondiale) : enquêtes au Yémen, en Egypte et au Ghana;

b) 1997 :

- i) Projets de protection de l'environnement (Viet Nam) : Reboisement et plantation d'espèces de plantes locales en voie de disparition : plantes médicinales, arbres fruitiers (130 000 arbres ont été plantés sur 160 hectares, soit, depuis 1994, un total de 665 820 arbres sur une superficie de

/...

- 383 hectares); culture du kénaf en tant que ressource en papier amie de l'environnement;
- ii) Personnel technique et formation professionnelle (Viet Nam) : écoles professionnelles : couture à l'intention des enfants des rues et des femmes pauvres; fabrication de papier (papier fait main à partir du kénaf et autres matériels non ligneux);
 - iii) Programme pour l'enseignement (Viet Nam) : depuis 1994, construction d'écoles et de salles de classe (Delta du Mékong) en tant que contribution annuelle à un plan quinquennal visant à éliminer l'analphabétisme; construction d'un centre de recyclage des enseignants, comprenant un dortoir de 100 lits; administration d'une école de langue japonaise (créée en 1993); bourses et fourniture de livres scolaires aux enfants de l'école élémentaire; enquêtes sur les écoles et appui à l'enseignement;
 - iv) Développement rural (Viet Nam) : culture du café; fourniture d'équipement d'irrigation; construction de réservoirs en vue d'améliorer la récolte en saison sèche; (République démocratique populaire lao, Jordanie) : banque de prêts de bovins et d'ovins;
 - v) Travaux consultatifs (sous contrat avec la Banque mondiale) : enquêtes au Yémen, en Egypte et au Ghana;
 - vi) Participation à la troisième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Kyoto, Japon) : exposition environnementale grâce à une importante démonstration, organisée dans le bâtiment de la conférence, de la fabrication japonaise de papier à partir du kénaf et festival cinématographique ayant pour but de sensibiliser aux politiques visant à réduire le réchauffement planétaire, conformément aux résolutions des Nations Unies;
- c) 1998 :
- i) Projets de protection de l'environnement (Viet Nam) : Reboisement et plantation d'espèces de plantes locales en voie de disparition : plantes médicinales, arbres fruitiers (87 000 arbres ont été plantés sur 126 hectares, soit, depuis 1994, un total de 752 820 arbres sur une superficie de 418 hectares); culture du kénaf en tant que ressource en papier amie de l'environnement; (Népal) : mesures de protection des réserves de plantes locales utilisées pour la pâte à papier;
 - ii) Personnel technique et formation professionnelle (Viet Nam) : écoles professionnelles : couture à l'intention des enfants des rues et des femmes pauvres; enseignement de la bonneterie à l'intention de femmes de la minorité ethnique des montagnes; cours sur la réparation de machines et de moteurs à l'intention des hommes de la minorité ethnique des montagnes; enquête sur les femmes de la minorité ethnique des montagnes; (Népal) : envoi de

- spécialistes pour le projet japonais de fabrication de papier à la main à partir de matériels non ligneux);
- iii) Programme pour l'enseignement (Viet Nam) : gestion de l'école de langue japonaise (créée en 1993); cours de sensibilisation à l'environnement et à l'éco-agriculture; aménagement complet du centre de recyclage des enseignants construit en 1997;
 - iv) Développement rural (Viet Nam) : culture du café et du kénaf; (République démocratique populaire lao) : banque de prêts de bovins; banque d'équipement et de ressources agricoles; construction d'une installation d'irrigation communale; (Jordanie) : étude de la zone désertique aux fins d'un projet de d'éco-agriculture et de restauration du milieu; (Népal) : enquête sur les plantes médicinales locales;
- d) 1999 :
- i) Projets de protection de l'environnement (Viet Nam) : Reboisement et plantation d'espèces de plantes locales en voie de disparition : plantes médicinales, arbres fruitiers (94 690 arbres ont été plantés sur 35 hectares, soit, depuis 1994, un total de 847 510 arbres sur une superficie de 453 hectares); Conférence Permaculture sur la création d'un système éco-agricole durable et exécution du projet Permaculture;
 - ii) Personnel technique et formation professionnelle (Viet Nam) : couture à l'intention des enfants des rues et des femmes pauvres; envoi d'un groupe de volontaires pour dispenser une formation sur le terrain, améliorer les installations villageoises et les échanges internationaux; (Yémen) : formation à la couture à l'intention des femmes pauvres et des orphelines; (Népal) : envoi de spécialistes pour le projet japonais de fabrication de papier à la main à partir de matériels non ligneux;
 - iii) Programmes et appui à l'enseignement (Viet Nam) : administration d'une école de langue japonaise (créée en 1993); bourses pour les enfants de l'école élémentaire; construction d'écoles élémentaires;
 - iv) Projets de sources d'énergie renouvelable (Viet Nam) : installation de panneaux solaires dans une école professionnelle de nuit; installation d'un générateur éolien; moulin à vent et pompe à eau à marteau pour l'irrigation;
 - v) Projets de développement rural (Viet Nam) : culture du café; (République démocratique populaire lao) : banque de prêts de bovins; banque d'équipement et de ressources agricoles; construction d'une installation d'irrigation communale; création d'une coopérative féminine comme base de la banque des ressources textiles; (Jordanie) : étude de la zone désertique aux fins d'un projet de d'éco-agriculture et de restauration du milieu.

Attribution de prix

En 1999, le Ministère de l'éducation à Hanoï (Viet Nam) a décerné la Médaille d'or à NICCO pour sa contribution exceptionnelle à l'éradication de l'analphabétisme dans la province de Dong Thap (Delta du Mékong).

Publication

Publication de NICCO, Relief Action : rapport semestriel sur les activités de NICCO à l'intention des membres et autres parties intéressées (7 000 copies par numéro).

Exposés

a) Academic Society for Environmental Economics and Policy Studies : "Kenaf as alternative to hard wood pulp for paper production in Japan", par S. Nitta et M. Sakagami, 27 septembre 1998, Keio University;

b) Academic Society for the Japan Non-Profit Research Association : "Mutual existence and partnership between NGOs: The case of NICCO and Reborn", par K. Okamoto, 20 mars 1999, Keio University.

10. PEACE EDUCATION FOUNDATION

(Statut consultatif spécial accordé en 1996)

La Peace Education Foundation a pour mission d'éduquer les enfants et les adultes à la dynamique des conflits et de promouvoir les compétences en matière d'établissement de la paix dans nos foyers, nos écoles et notre communauté, la nation et le monde.

La Fondation est d'avis que le conflit est un phénomène naturel, qui ne peut être évité et qui peut être une opportunité constructive de changement positif et d'autonomisation.

La Fondation pense qu'il faut enseigner aux enfants les compétences dont ils auront besoin pour trouver des moyens novateurs et constructifs de régler les conflits.

La Fondation croit que l'éducation à la paix encourage la croissance émotionnelle, intellectuelle et sociale des enfants dans un cadre de valeurs traditionnelles telles que l'honnêteté, la justice et la responsabilité.

La Peace Education Foundation atteint ces objectifs grâce à l'élaboration et à la publication de programmes scolaires. Elle dispense une formation au règlement des conflits et à la médiation à des enseignants, des dirigeants de groupes de jeunesse et des professionnels travaillant avec des enfants. Les matériels qu'elle utilise pour l'élaboration des programmes scolaires sont des outils concrets dont peuvent se servir les professionnels pour enseigner et modeler les éléments indispensables au règlement des conflits, qui sont le renforcement des capacités communautaires, l'étude des problèmes et la prise de décisions, la compréhension des conflits, la perception et la diversité, la gestion de la colère et la communication efficace.

Depuis qu'elle est dotée du statut consultatif, la Peace Education Foundation a continué de croître, particulièrement dans l'hémisphère occidental, où elle a entrepris de grands projets en Chine, en Colombie et au Costa Rica. En juin 1998, la Fondation a tenu, à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), à Santiago du Chili (Chili), une conférence qui a atteint sa capacité maximum. La Fondation a également un représentant permanent à la CEPALC. Depuis lors, elle a établi un partenariat avec la Fundación Paz Ciudadana; de nombreux enseignants ont été formés et la Fondation réalise un projet pilote dans trois écoles. Deux de ces textes (destinés au sixième et septième niveaux) ont été traduits et adaptés à la culture chilienne.

En Colombie, la Peace Education Foundation a établi des partenariats avec de nombreuses organisations afin de mener à bien divers projets. Elle a également eu plusieurs réunions avec le bureau régional de l'UNICEF (octobre 1998, novembre 1999). Elle a procédé à des échanges d'expérience avec Save the Children (octobre 1998). Elle a fait des exposés à plusieurs conférences (septembre 1997, novembre 1998) pour l'Asociación Colombiana Para La Defensa Del Menor Maltratado, organisation qui s'occupe d'enfants maltraités et entreprend des activités de plaidoyer en faveur de leurs droits. Elle a également fait des exposés à plusieurs conférences pour la culture de la paix (juillet 1999, juillet 2000) afin de lutter contre la violence en Colombie.

/...

Au Costa Rica, la Peace Education Foundation a formé un partenariat avec la Fundacion Paniamor et le Ministère de l'éducation. Dans le cadre de ce projet, cinq des programmes scolaires élaborés par la Fondation (premier, deuxième et cinquième niveaux et les textes destinés aux études secondaires qui traitent du règlement des conflits et de la médiation) ont été traduits et culturellement adaptés. La Fondation a également dispensé une formation à plus de 200 enseignants et réalise un projet pilote dans six écoles dans l'ensemble du pays. La Fundacion Paniamor entreprend des activités de plaidoyer en faveur des droits de l'enfant.

La Peace Education Foundation a poursuivi ses travaux avec son organisation soeur, Peace and Loving Schools Jamaica (PALS Jamaica). Le personnel de la Fondation se rend de temps à autre à la Jamaïque pour mettre à jour les ateliers de formation et mettre en commun les connaissances acquises par chaque organisation.

La Peace Education Foundation travaille également, bien que dans une moindre mesure, dans d'autres hémisphères. En Afrique du Sud, elle collabore avec le Centre for Conflict Resolution qui utilise le programme de la Fondation pour aider les écoles dans ce pays.

Localement, la Fondation participe à l'organisation d'une manifestation annuelle pour assurer la publicité du rapport de La situation des enfants dans le monde publié par l'UNICEF en décembre. Elle a également participé à l'organisation de plusieurs manifestations silencieuses aux chandelles qui ont marqué l'anniversaire du Sommet mondial pour les enfants.

La Fondation met gratuitement ses installations à la disposition de l'Association des Nations Unies pour ses réunions et conférences.

La Peace Education Foundation a également envoyé des représentants à deux conférences du Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies tenues en septembre.

Récemment, la Fondation a participé aux activités visant à obtenir des signatures pour le Manifeste 2000 pour une culture de paix et de non-violence de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

11. CONSEIL DE LA POPULATION

(Statut consultatif spécial accordé en 1972)

Le Conseil de la population est une organisation non gouvernementale de recherche, sans but lucratif, qui a été créée en 1952 et s'attache à améliorer le bien-être et la santé en matière de procréation des générations présentes et futures du monde entier et à réaliser un équilibre humain, équitable et durable entre populations et ressources. Les activités du Conseil comprennent des recherches fondamentales biomédicales dans le domaine de la reproduction; la mise au point de méthodes contraceptives et autres produits pour l'amélioration de la santé en matière de procréation; l'amélioration de la qualité et de la vulgarisation de la planification familiale et des services de santé en matière de procréation; la réalisation de recherches dans les domaines de la santé en matière de procréation et du comportement sexuel, de la structure et des fonctions de la famille, et des causes et conséquences de la croissance démographique; le renforcement des ressources professionnelles des pays en développement grâce à la recherche en collaboration, des prix, des bourses et la formation; et la publication de recherche novatrice dans des journaux faisant l'objet d'examen entre confrères, des livres et des documents de travail. Le Conseil de la population est dirigé par un conseil d'administration multinational et son siège de New York appuie un réseau mondial de bureaux régionaux et de pays. Depuis 1972, le Conseil de la population joue un rôle actif en qualité d'organisation dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, non seulement en participant aux conférences et présentations parrainées par les commissions techniques et les organes d'experts mais également en coopérant avec les institutions spécialisées. De 1996 à 1999, des représentants du Conseil de la population ont participé à de nombreuses activités liées aux Nations Unies.

Le Président a participé aux séminaires/sessions/réunions suivantes :

a) Réunion du Groupe consultatif spécial auprès du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Bellagio, Italie, 1996;

b) Réunion du Conseil d'administration, Ecole des cadres des Nations Unies, Italie, septembre 1996;

c) Table ronde et réunion d'information de l'UNICEF, Australie, février 1998;

d) Réunion d'un groupe d'étude des ONG en vue de l'examen et de l'évaluation de l'application du Programme d'action de la CIPD (CIPD+5), New York, juin 1998;

e) Forum international intitulé "Partenering with Civil Society: A Review of Progress since the International Conference on Population and Development" (Le partenariat avec la société civile : examen des progrès accomplis depuis la Conférence internationale sur la population et le développement), FNUAP, Pays-Bas, février 1999.

Le Président a prononcé les discours suivants :

/...

"The UNICEF Board: The Fiftieth Anniversary", Nations Unies, New York, juin 1996.

Des représentants du Conseil de la population ont participé aux séminaires et réunions suivants :

a) FNUAP, symposium sur les migrations internes et l'urbanisation dans les pays en développement : conséquences pour Habitat II, New York, janvier 1996;

b) Réunion du Comité directeur de l'Equipe spéciale sur la recherche et le transfert de technologies en matière de contrôle des naissances, OMS, Suisse, mars 1996;

c) Réunion du Groupe d'experts sur le développement du Projet panarabe pour le développement de l'enfant (module de la santé en matière de procréation), FNUAP, New York, mai 1996;

d) Réunion du Groupe d'experts FAO/FNUAP sur la croissance démographique et la production alimentaire, Rome, Italie, juillet 1996;

e) Atelier du FNUAP sur la qualité des soins des services de planification de la famille et de santé en matière de procréation, New York, octobre 1996;

f) Réunion technique OMS/UNICEF sur la méthode s'appuyant sur la solidarité féminine pour estimer la mortalité maternelle, New York, décembre 1996;

g) Réunion du Groupe d'experts du FNUAP sur le Programme mondial de formation en matière de population et de développement durable, New York, février 1997;

h) Réunion de réflexion de l'UNICEF sur les accoucheuses communautaires, New York, juin 1997;

i) Réunion du Groupe de travail de l'OMS sur les déterminants et les indicateurs de la santé urbaine, Kobe, Japon, août 1997;

j) Groupe interinstitutions sur la Consultation technique en matière de maternité sans risques, Colombo, Sri Lanka, octobre 1997;

k) Réunion OMS/Programme spécial de recherche, de développement et de formation à la recherche en matière de reproduction humaine, intitulée "Women's and Gender Perspective in Reproductive Health in the Eastern Mediterranean Region" (Les femmes et l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les hommes et les femmes dans la santé en matière de procréation dans la région de la Méditerranée orientale), Maroc, novembre 1997;

l) Consortium OMS, Conseil de la population et autres organisations non gouvernementales sur les activités proposées en vue d'élaborer une publication conjointe sur l'amélioration de la qualité, février/juin 1998;

m) Atelier du FNUAP intitulé "Managing Operations Research" (Gestion de la recherche opérationnelle), Katmandou, Népal, mars 1998;

n) Atelier ONUSIDA sur les préservatifs féminins, Afrique du Sud, avril 1998;

o) "Initiative pour la maternité sans risques : les cinq premières années : Recherche descriptive", Washington, mai 1998;

p) Conférence sud-asiatique sur l'adolescence parrainée par le FNUAP, juillet 1999;

q) Session sur la programmation pour les adolescentes, présentée à un groupe consultatif de la Fondation des Nations Unies, New York, septembre 1998;

r) Conférence régionale arabe sur la mise en oeuvre du programme d'action de la CIPD, Beyrouth, Liban, septembre 1998;

s) Réunion d'un Groupe d'experts de l'OMS sur les droits et la santé en matière de procréation, Suisse, octobre-novembre 1998;

t) Réunion de suivi et d'évaluation du projet pilote concernant la transmission materno-foetale du SIDA, ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, OMS, Suisse, décembre 1998;

u) "The Role of Colposcopy in Assessing Vaginal Irritation in Research", Conférence parrainée par le Programme de recherche-développement des moyens contraceptifs, Groupe de travail international sur les microbicides, ONUSIDA, Washington, 1999;

v) Conférence de presse aux Nations Unies, "Dispelling the myths", parrainée par des organisations non gouvernementales américaines à l'appui du Consensus du Caire, New York, mars, 1999;

w) Réunion de l'UNICEF sur "Les droits de l'adolescente à la participation et au développement", New York, février 1999;

x) Suivi et évaluation du programme de prévention du VIH, des soins concernant le SIDA, et de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles : Guides et indicateurs, ONUSIDA/OMS, France, mai 1999;

y) Réunion des Parties intéressées de l'OMS, Genève, Suisse, juin 1999.

Des représentants du Conseil de la population ont joué le rôle de conseillers techniques ou de consultants dans les domaines suivants :

a) Consultation d'experts du FNUAP sur les programmes tendant à concrétiser la santé en matière de procréation, "Assurer la qualité et l'accès aux services de santé en matière de procréation", New York, avril 1996;

b) Réunion du Groupe d'experts du FNUAP sur le développement du Projet panarabe pour le développement de l'enfant (module de la santé en matière de procréation), New York, mai 1996;

c) Réunions consultative du FNUAP sur les indicateurs démographiques et de santé en matière de procréation, New York, juillet 1996;

d) Réunion technique de l'OMS sur les indicateurs concernant la santé en matière de procréation faisant l'objet d'un suivi mondial, Suisse, avril 1997;

e) Consultation de l'OMS sur la prévention et la lutte contre les avortements dangereux, Genève, Suisse, décembre 1997;

f) Consultation de l'OMS sur la réunion intitulée "Evidence for STD Control in HIV Prevention and a STD Treatment Guidelines";

g) Assistance technique pour les activités liées à l'appui fourni par l'UNICEF au programme de lutte contre le SIDA au Myanmar et à l'appui fourni par l'OMS au Département de la santé du Myanmar, 1997-1999;

h) Collaboration à l'analyse de l'étude de pharmacovigilance de Norplant, OMS, Genève, Suisse, 1996-1999;

i) National Institute of Health, Section chargée de l'étude en vue d'attribuer des contrats de recherche dans le domaine du développement de contraceptifs, Bethesda, Maryland, 1996;

j) Rédaction du rapport de pays sur la CIPD+5.

Des représentants du Conseil de la population ont collaboré aux programmes des Nations Unies ci-après (en qualité de membres, etc.)

a) Membre : Groupe interinstitutions sur la maternité sans risques (Fédération internationale pour la planification familiale, PNUD, FNUAP, UNICEF, OMS, Banque mondiale, etc.), 1996-1999;

b) Membre : Groupe de travail sur les besoins et la gestion logistique en matière de contraceptifs dans les pays en développement pour les années 90 (FNUAP);

c) Membre : Groupe consultatif technique stratégique (projet sur les jeunes adultes de FOCUS, financé par l'Agency for International Development des Etats-Unis);

d) Service : Programme spécial de recherche, de développement et de formation à la recherche en matière de reproduction humaine, OMS;

e) Membre : Comité national pour la mise en oeuvre du Programme d'action de la CIPD, Nations Unies;

f) Membre : Sous-Comité sur la population et le développement pour la mise en oeuvre des recommandations de la CIPD+5, Nations Unies;

g) Membre : Equipe spéciale régionale sur la mobilité et la vulnérabilité au VIH, PNUD/ONUSIDA;

h) Membre : Comité régional interorganisations pour l'Asie et le Pacifique du Comité économique et social pour l'Asie et le Pacifique : Sous-Comité sur le VIH/SIDA et Sous-Comité sur la population et le développement;

i) Membre : Groupe de travail sur les transmissions, ONUSIDA;

j) Membre : Groupe interorganisations pour la maternité sans risques et Groupe de travail interorganisations sur la santé en matière de procréation des réfugiés;

k) Membre : Comité sur l'épidémiologie de la procréation, 1996-1999;

l) Président : Sous-Comité chargé d'élaborer un système d'information sur la santé en matière de procréation et de préparer des termes de référence à l'intention des consultants, FNUAP, 1996-1997);

m) Comité consultatif sur les projets (1994-1997) et Groupe des donateurs en faveur de la population (1994-1997), FNUAP;

n) Service : UNAIDS Planning Committee for International Forum for Popularization and Improvement of Social Marketing in Countries, 1998.

Des représentant du Conseil de la population ont soumis les documents suivants ou ont fait les déclarations suivantes :

a) "Community-based AIDS prevention and care in Africa: building on local initiatives", dixième Conférence internationale sur le SIDA, Canada, 1996;

b) "Nesterone/ethynylestradiol (NES/EE) and NES Contraceptive Rings", European Society for Contraception, Espagne, 1996 et Tchécoslovaquie, 1998; Controlled Release Society, "Drug Delivery in the New Millennium", Italie, 1999; dixième Congrès international sur la reproduction humaine, Brésil, 1999;

c) "Migration and the fertility transition in Africa", Colloque du FNUAP sur la migration interne et l'urbanisation dans les pays en développement, New York, janvier 1996;

d) "Review and analysis of regional activities undertaken under WHO Strategy for Contraceptive Introduction and Technology Transfer", à la réunion du Comité directeur de l'Equipe spéciale sur la recherche et le transfert de technologies en matière de contrôle des naissances, OMS, Suisse, mars 1996 et septembre 1997;

e) "Zambia and the WHO strategic approach: a case study in contraceptive introduction", à la réunion sur la stratégie tendant à élargir les choix en matière de contraception, Washington, mai 1996;

f) "Linking situation analysis to population-based surveys: Methodological issues", à la réunion du Groupe d'experts sur le développement du Projet panarabe pour le développement de l'enfant (module de la santé en matière de procréation), FNUAP, New York, mai 1996;

g) "Overview of population and development linkages", à la réunion du Groupe d'experts du FNUAP sur le Programme mondial de formation en matière de population et de développement durable, New York, février 1997;

h) "The WHO strategy and needs assessment process" à l'atelier de planification de la première phase d'évaluation des besoins dans le domaine de la santé en matière de procréation, FNUAP, Ethiopie, mai 1997;

i) "Preliminary findings of Ethiopia stage I needs assessment" à la réunion de l'Equipe stratégique et d'examen du programme du FNUAP, Ethiopie, juin 1997;

j) "Reproductive Health Research in the Eastern Mediterranean Region: Concepts and conditions", à la réunion OMS/Programme spécial de recherche, de développement et de formation à la recherche en matière de reproduction humaine, intitulée "Women's and Gender Perspective in Reproductive Health in the Eastern Mediterranean Region" (Les femmes et l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les hommes et les femmes dans la santé en matière de procréation dans la région de la Méditerranée orientale), Maroc, novembre 1997;

k) "Tempo and quantum of fertility" à la réunion du Groupe d'experts des Nations Unies, New York, novembre 1997;

l) "City size, urban growth, and child mortality: a global analysis", à la réunion du Groupe de travail de l'OMS sur les déterminants et les indicateurs de la santé urbaine, Centre pour le développement de la santé de l'OMS, Kobe, Japon, août 1997;

m) "Community-based AIDS prevention and care in Africa: building on local initiatives" à la onzième Conférence internationale sur le SIDA, Suisse, 1998;

n) "Findings from the Ghana Safe Motherhood Demonstration Project", à la Journée mondiale pour la santé féminine de 1998, OMS, Suisse, 1998;

o) Examen de la Phase I des résultats de l'étude de recherche opérationnelle intitulée "Expanding contraceptive choice through the introduction of emergency contraception" à l'Atelier national sur la prestation de services contraceptifs d'urgence en Zambie, Lusaka, Zambie, OMS/HRP, mars 1998;

p) "Quality of Care" à la table ronde d'experts sur "Assurer les droits en matière de procréation et mettre en oeuvre les programmes de santé sexuelle et en matière de procréation, Ouganda, juin 1998;

q) Aperçu de la stratégie de l'OMS et de l'évaluation des besoins dans le domaine de la santé en matière de procréation, Atelier sur la diffusion de l'évaluation des besoins en matière de santé en Ethiopie, Nazareth, Ethiopie, FNUAP et WHO/HRP, août 1998;

r) "Youth Centres: Are they an effective way to reach adolescent girls?" à la session sur la programmation pour les adolescentes, au groupe consultatif auprès de la Fondation des Nations Unies, New York, septembre 1998;

s) "Children's living arrangements: schooling and transitions to adulthood" à la réunion de l'UNICEF sur "les droits des adolescentes à la participation et au développement", New York, et Pawling, New York, février 1999.

Le Conseil de la population a été représenté aux comités directeurs et scientifiques de l'OMS suivants : Comité directeur sur les agents systémiques retard pour le contrôle des naissances, 1996; Comité sur l'épidémiologie dans le domaine de la santé en matière de procréation, le Comité d'examen scientifique, Recherches sociales sur la santé en matière de procréation; Comité d'examen scientifique, Elément stratégique sur l'introduction et le transfert de technologie.

Autres activités de collaboration

a) Collaboration avec l'UNICEF au programme du Conseil de la population "MEAwards" pour élaborer une approche de planification plus stratégique de la recherche liée à l'action;

b) A coparrainé avec le FNUAP/Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP) une réunion sur la transition de la fécondité en Asie du Sud, décembre 1999;

c) Collaboration avec l'OMS, l'ONUSIDA et le Gouvernement du Cambodge en vue d'évaluer le processus de prise de décision visant à aider les directeurs de programmes à accorder la priorité aux infections établies de l'appareil reproducteur, 1999;

d) Collaboration sur le terrain avec l'UNICEF/Viet Nam et l'UNICEF/Ghana au projet de maternité sans risques visant à améliorer les services obstétriques à l'intention des femmes souffrant de conditions obstétriques menaçant leur vie, Viet Nam, Ghana, 1994-1997;

e) Collaboration avec le FNUAP/Guatemala sur la création d'un groupe de travail technique chargé de la recherche opérationnelle et de la santé en matière de procréation, Guatemala, 1996.

12. SOLAR COOKERS INTERNATIONAL

(Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Introduction

Au cours de la période couverte par le présent rapport, Solar Cookers International (SCI) a rendu des services appréciables à l'UNESCO et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et a fourni des informations utiles à de nombreux autres organes subsidiaires des Nations Unies. Au cours de cette période, des dizaines et dizaines de milliers de personnes les plus marginalisées du monde ont bénéficié des travaux de SCI et la voie a été ouverte à la prestation de services encore plus élargis au cours de la prochaine période quadriennale.

Buts et objectifs de SCI

Solar Cookers International est une organisation non gouvernementale qui a été créée au Etats-Unis d'Amérique en 1987 et dont l'objectif est de répandre les connaissances et les compétences en matière de cuisson au moyen de l'énergie solaire afin de remédier non seulement aux pénuries de combustible pour la cuisson des aliments parmi les plus de 2 milliards d'être humains qui dépendent des ressources en bois qui s'amenuisent, mais également aux crises qui en résultent telles que le déboisement, les décès en masse d'enfants dus à des maladies d'origine hydrique (qui peuvent aisément être évitées grâce à la pasteurisation solaire de l'eau); la charge inhumaine imposée aux femmes et aux enfants qui doivent rassembler les combustibles pour la cuisson des aliments dans un environnement hostile et dangereux; et d'autres problèmes mondiaux. SCI travaille en collaboration avec des programmes féminins, des institutions sanitaires, des programmes pour les réfugiés, des groupes oeuvrant en faveur de l'utilisation de technologies appropriées et favorables à l'environnement, et avec des responsables de l'énergie. L'objectif de SCI visant à bénéficier les peuples et l'environnement est directement relié aux programmes en cours dans les domaines humanitaire, technique et environnemental de nombre d'organismes des Nations Unies, notamment le HCR, le PNUE, le PNUD, l'OMS, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse (UNSO) et la FAO.

Changements dans la composition géographique, le financement ou les affiliations

Au cours de la période 1996-1999, les sources de financement de SCI sont demeurées virtuellement les mêmes qu'au cours des périodes antérieures. SCI s'est affilié à InterAction (American Council for Voluntary International Action) au sein duquel SCI continue d'être un membre actif. La composition de SCI s'est accrue d'environ 200 membres, passant à un total de près de 2 000 membres dans 40 pays; la représentation géographique demeure sensiblement la même que celle décrite dans l'application initiale de SCI à la section des organisations non gouvernementales pour les raisons exposées dans ladite application. Cependant, depuis 1996, SCI a ajouté environ 3 700 entités dans 140 pays à son réseau de mise en commun de l'information.

Participation aux réunions, sessions de planification, conférences des organismes des Nations Unies

En 1996-1997, par l'intermédiaire de son Directeur exécutif d'alors, SCI a largement contribué à la proposition de la Commission solaire mondiale d'élaborer un programme mondial de cuisson au moyen de l'énergie solaire en fournissant une analyse des tendances mondiales en matière de cuisson au moyen de l'énergie solaire et vision??? et intelligence??? pour un plan visant à amplifier ces tendances. Le Directeur exécutif de SCI a été l'un des trois cosignataires (y compris un représentant de la Commission nationale suisse pour l'UNESCO et un représentant de la World Solar Academy) d'un mémorandum d'accord en date du 6 novembre 1997 lançant le programme mondial de cuisson au moyen de l'énergie solaire.

SCI a sensiblement contribué au Sommet solaire mondial, tenu par l'UNESCO à Harare (Zimbabwe) les 16 et 17 septembre 1996, notamment par une démonstration de cuisson au moyen de l'énergie solaire faite par des cuisiniers zimbabwéens formés par des volontaires de SCI.

SCI a contribué de diverses façons au succès de la conférence internationale de l'UNESCO sur la cuisson et le traitement des aliments au moyen de l'énergie solaire : stratégies et financement, tenue à Varese (Italie) du 3 au 6 octobre 1999. Plusieurs de nos dirigeants ont soumis des documents intitulés "Experience in disseminating solar cooking technology to a special group: refugees" et "Salient and immediate benefits of solar cooking to refugee women". Comme l'a dit un observateur à la conférence en se référant au rôle de Mme Owino: "Elle a soumis le document qui a été accueilli avec le plus grand enthousiasme de la part des participants à la conférence, elle a présidé le groupe de travail sur les femmes et la cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire... Au cours des cérémonies de clôture exubérantes, c'est Margaret qui, en tant que maître de cérémonie, a pris la tête des joyeuses manifestations de gratitude envers l'organisateur de la conférence, Stefania Grotti, et son personnel. S'imposant à tous dans son spectaculaire costume africain, elle a personnifié l'esprit des derniers moments de la conférence" (source : Solar Cooker Review, décembre, 1999, p. 16). Un autre observateur a dit de Mme Owino : "Etant presque la seule femme parmi les orateurs clés, Margaret est devenue un porte-parole vedette pour de nombreux délégués africains" (source : communication personnelle dans les dossiers de SCI). Il convient de noter que le logo quasi-universel de la conférence, une photographie de femmes réfugiées dans l'Est du Kenya courant dans le désert en transportant de larges fagots de bois de feu sur le dos, est la propriété exclusive de SCI et de notre membre du Conseil d'administration, Robert Metcalf; l'auteur du présent rapport n'est pas sûr que même l'UNESCO soit au courant de ce fait.

SCI a également envoyé des participants à : la réunion stratégique pour la prolongation de l'initiative de l'OMS "La santé pour tous" (2-3 mai 1997) à la suite d'une invitation en date du 27 février 1997 envoyée par le Dr. F. S. Antezani, Directeur général adjoint de l'OMS; un atelier conjoint sur la gestion environnementale des opérations de réfugiés (20-22 octobre 1997) parrainé par le HCR; la quarante-neuvième session du Comité exécutif du HCR/réunion préparatoire du Comité exécutif avec les organisations non gouvernementales, septembre 1998. Des représentants du SCI ont assisté en tant

qu'observateurs à la quatorzième réunion du Comité permanent du HCR (9-11 février 1999).

Coopération avec les organes des Nations Unies

A la suite d'un accord figurant dans une lettre du 22 février 1996 signée par Luis G. Marques, Conseiller spécial du Directeur général de l'UNESCO, SCI a organisé et dirigé la mise en oeuvre d'un projet de cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire de l'UNESCO visant à fournir des cuisinières solaires à 1 000 foyers au Zimbabwe et à leur dispenser les compétences nécessaires à la cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire. SCI a réalisé cet objectif et, en collaboration avec des institutions partenaires zimbabwéennes, a poursuivi le projet sans autres fonds de l'UNESCO. En 1999, le projet du Zimbabwe avait atteint 320 % de l'objectif initial fixé par l'UNESCO.

Au cours de la période 1996-1999, SCI a continué à fournir des services importants au HCR et, fait plus important encore, aux réfugiés qui sont la raison d'être du HCR, en donnant l'essor principal à des projets de dissémination de la cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire dans trois camps de réfugiés. Cela a nécessité une coopération avec le personnel du HCR à de nombreux niveaux. Cette interaction a été précieuse et utile aux deux parties et le SCI apprécie grandement le dévouement dont ont fait preuve de nombreux membres du personnel du HCR avec qui SCI a travaillé.

Dans le camp de réfugiés Aisha en Ethiopie, notre projet de cuisinières solaires a permis de dispenser une formation et des cuisinières solaires à toutes les familles du camp (environ 2 000 familles). La communauté de réfugiés a fait savoir qu'ils utilisent les cuisinières solaires pour préparer la plupart de leurs aliments et que les cuisinières sont populaires et appréciées par les réfugiés. Avant et pendant la mise en oeuvre de ce projet, qui a débuté en 1996 et se poursuit actuellement, SCI a, évidemment, entrepris des dialogues intensifs à de nombreux niveaux du HCR.

En 1996, dans le camp de réfugiés Dadaab au Kenya, environ 2 400 familles ont reçu une formation à la cuisson au moyen de l'énergie solaire et des cuisinières solaires. Cependant, en 1997 et les années suivantes, ce projet a été compromis par une série d'événements, notamment les inondations dues à El Niño en 1997 et les changements survenus dans le camp et l'administration du camp, facteurs qui étaient indépendants de notre volonté. Le projet de cuisinière solaire de Dabaad demeure donc suspendu indépendamment de la volonté de SCI.

Dans le camp de réfugiés Kakuma I au Kenya, le programme de cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire, qui a débuté en 1995, a été poursuivi durant la période 1996-1999 et au-delà. Jusqu'en 1997, environ 6 000 familles ont reçu des cuisinières solaires et une formation à la cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire. Approximativement 4 400 familles de plus ont été desservies en 1998 dans le camp Kakuma I et environ 5 900 familles en 1999. Comme souhaité par le HCR, SCI a transmis la responsabilité du projet dans le Kakuma I à la Lutheran World Federation, chargée de la direction du camp; cependant SCI continue de fournir des directives précieuses au projet de même que la plus grande partie de son financement.

Il convient de noter que dans le cadre de ces projets sur le terrain, SCI travaille avec enthousiasme et plaisir avec toute une gamme d'organisations non gouvernementales locales et internationales, selon que de besoin.

Importance des activités susmentionnées

Les cuisinières solaires dans les camps de réfugiés ont permis d'éviter une famine à grand échelle et dans une certaine mesure les décès dus à la famine parmi les populations de réfugiés dont s'occupe le HCR. Particulièrement dans le camp de Kakuma, les réfugiés ne reçoivent pas suffisamment de combustibles de cuisson pour pouvoir se nourrir régulièrement. Parfois, la distribution de bois a été suspendue pendant des mois, ce qui a rendu les cuisinières solaires cruciales pour la survie de milliers de réfugiés.

Dans le camp Aisha, les besoins des réfugiés en bois de feu a conduit à un déboisement dévastateur sur des kilomètres autour du camp; le programme de cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire a grandement amélioré ce problème tout en améliorant la qualité de la vie des femmes réfugiées qui, autrement, passent plusieurs jours par semaine à la recherche de bois et de nombreuses heures par jour à s'occuper de feux dégageant beaucoup de fumée. Au Zimbabwe, à la fin de 1999, les 3 200 familles qui ont obtenu des cuisinières solaires ont pu réduire considérablement leurs dépenses en combustible de cuisson, leur permettant d'utiliser les fonds ainsi économisés pour satisfaire d'autres besoins fondamentaux.

Par-dessus tout, le transfert réussi de compétences en matière de cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire à plus de 20 000 familles en Afrique montre que la dissémination des compétences en matière de cuisson au moyen de l'énergie solaire et des cuisinières solaires peut être utile à des centaines de millions de familles dans les régions du monde ensoleillées mais manquant de combustibles.

Autre coopération avec les organes des Nations Unies

Pendant toute la période 1996-1999, SCI a communiqué régulièrement les nouvelles concernant la cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire, y compris l'information sur les innovations dans les domaines de la technologie et de la dissémination, à au moins 60 organismes, organes, et personnel des Nations Unies, non seulement à New York et Genève mais également au Bénin, au Chili, au Congo, à Cuba, au Danemark, en France, à Haïti, au Honduras, en Indonésie, en Italie, au Kenya, au Mexique, au Népal, aux Pays-Bas, en République islamique d'Iran, au Sri Lanka, en Thaïlande et au Zimbabwe.

Autres activités de SCI reliées aux préoccupations humanitaires et environnementales des Nations Unies

Outre les projets sur le terrain mentionnés ci-dessus et la collaboration avec le HCR et l'UNESCO en matière de planification, de rédaction de propositions et de documents et de conférences, SCI a servi aux peuples de la planète grâce à la diffusion d'informations sur la cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire à des milliers d'organisations et d'activistes intéressés dans toutes les régions de la planète, à l'exception des régions polaires du Nord et du Sud. SCI publie la Solar Cooker Review, journal de nouvelles sur la

/...

cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire, les innovations techniques, et la discussion des stratégies de dissémination; la Review est envoyée à plus de 8 000 organisations et particuliers dans 157 pays; dans la majorité des cas, la Review est envoyée gratuitement.

SCI opère également un centre d'information, fournissant des instructions, des conseils, des références et autres services reliés à la cuisson des aliments au moyen de l'énergie solaire. Au cours de la période 1996-1999, SCI a, par l'intermédiaire de ce service, atteint plus de 3 000 organisations et activistes dans plus de 120 pays.

13. WOODS HOLE RESEARCH CENTER

(Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Résumé

Le Woods Hole Research Center, organisation non gouvernementale de recherche scientifique et sur les politiques, continue de traiter de divers problèmes mondiaux d'environnement, particulièrement ceux touchant les forêts et les changements climatiques. Au cours des quatre dernières années, des membres du personnel du Centre ont participé à de nombreuses réunions des Nations Unies, sessions de négociations et autres activités. Le Centre entend continuer ces activités, de même que coopérer avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées le cas échéant.

Introduction

Le Woods Hole Research Center a été créé en 1985. Le Centre a pour mission de traiter des grandes questions d'environnement par l'intermédiaire de la recherche scientifique et l'éducation et grâce à l'application des sciences dans les affaires publiques.

Les changements climatiques et le réchauffement de la planète, la gestion, la protection et une meilleure utilisation des ressources forestières dans le monde sont au coeur de la recherche du Centre. La recherche scientifique fondamentale concerne a) les changements planétaires qui affectent les ressources biotiques, b) le processus, les causes et les conséquences de l'appauvrissement biotique, régionalement et mondialement, et c) les effets environnementaux, région par région, de l'industrialisation sur la relation entre le biote et les activités de l'homme. Le Centre entreprend des projets continus de recherche dans les forêts ombrophiles tropicales du Brésil, dans les forêts boréales de la Sibérie et dans les forêts de la Nouvelle-Angleterre aux Etats-Unis.

Les travaux du Centre dans les domaines de la science et des affaires publiques sont axés sur l'importance qu'il y a à amener la science et les méthodes scientifiques à influencer la formulation des politiques et l'adoption d'accords internationaux sur ces thèmes. L'importance de la participation des pays en développement et des organisations non gouvernementales est soulignée dans ces efforts, de même que l'appui à un flux de données et d'analyses objectives dans les processus des Nations Unies. Les enseignements de la science et du droit international sont appliqués afin d'aider à résoudre les dilemmes politiques que causent les problèmes mondiaux d'environnement

Le Woods Hole Research Center demeure financièrement, politiquement et intellectuellement indépendant. C'est une organisation qui n'a pas de membres. Cependant, en 1999, les contributions financières de particuliers se sont accrues d'environ 10 % en 1995 à plus de 17 % des recettes totales de l'organisation. Les principales sources de financement du Centre demeurent les fondations privées et les institutions gouvernementales et intergouvernementales aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'étranger.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou conférences et autres réunions des Nations Unies

Au cours de la période 1996-1999, des représentants du Centre ont assisté à plusieurs réunions d'organismes liés aux Nations Unies, en particulier celles concernant les questions de changements climatiques et des forêts mondiales. En ce qui concerne la Convention-Cadre sur les changements climatiques, le Woods Hole Research Center a été représenté aux sessions de négociation suivantes :

a) Février-mars 1996, Genève (Suisse) : Deuxième session de l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre (SBI 2), deuxième session de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA 2) et troisième session du Groupe spécial sur le mandat de Berlin (AGBM 3);

b) Juillet 1996, Genève (Suisse) : deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre sur les changements climatiques (COP 2), et SBI 3, SBSTA 3 et AGBM 4;

c) Décembre 1996, Genève (Suisse) : SBI 4, SBSTA 4 et AGBM 5;

d) Février/mars 1997, Bonn (Allemagne) : SBI 5, SBSTA 5 et AGBM 6;

e) Juillet/août 1997, Bonn (Allemagne) : SBI 6, SBSTA 6 et AGBM 7;

f) Octobre 1997, Bonn (Allemagne) : SBI 7, SBSTA 7 et AGBM 8;

g) Décembre 1997, Kyoto (Japon) : COP 3;

h) Juin 1998, Bonn (Allemagne) : SBI 8 et SBSTA 8;

i) Novembre 1998, Buenos Aires (Argentine) : COP 4, SBI 9 et SBSTA 9;

j) Mai/juin 1999, Bonn (Allemagne) : SBI 10 et SBSTA 10;

k) Octobre/novembre 1999, Bonn (Allemagne) : COP 5, SBI 11 et SBSTA 11.

Lors de la deuxième session de la Conférence des Parties (COP 2), tenue à Genève en 1996, le Président du Groupe spécial sur le mandat de Berlin a prié le Directeur du Programme du Centre sur la science dans les affaires publiques de diriger un des trois groupes de discussion lors des négociations officielles. Cela a été un honneur pour le Centre, de telles positions étant généralement réservées aux délégués gouvernementaux. La table ronde a traité des incidences possibles sur les Parties de pays en développement des nouveaux engagements devant être négociés par les Parties à l'Annexe I. (Pour un résumé du rapport, veuillez vous reporter à l'annexe I du document FCC/AGBM/1996/8.)

Le Woods Hole Research Centre a également contribué aux négociations qui ont débouché sur l'adoption du Protocole de Kyoto lors de la troisième Conférence des Parties en 1997 et dans le même temps il a aidé à renforcer la capacité des pays en développement en assurant un financement pour faciliter la participation d'un petit groupe de représentants d'organisations non gouvernementales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à toutes les sessions de négociations entre décembre 1996 et décembre 1997.

En ce qui concerne les questions des forêts internationales, des représentants du Woods Hole Research Center ont assisté aux sessions suivantes :

- a) Septembre 1996, Genève (Suisse) : troisième session du Groupe intergouvernemental sur les forêts;
- b) Février 1997 : New York, N.Y. : quatrième session du Groupe intergouvernemental sur les forêts;
- c) Avril 1997 : cinquième session de la Commission du développement durable;
- d) Octobre 1997 : New York, N.Y. : première session du Forum intergouvernemental sur les forêts (IPF 1);
- e) Août/septembre 1998, Genève (Suisse) : IPF 2;
- f) Mai 1999, Genève (Suisse) : IPF 3;

Parmi les autres réunions des Nations Unies auxquelles ont assisté des représentants du Centre, il convient de signaler :

- a) Juin 1997, New York, N.Y. : dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale;
- b) Novembre 1997, Genève (Suisse) : CNUCED, "Réunion d'experts sur des mesures positives en vue de promouvoir un développement durable et en particulier d'atteindre les objectifs des accords multilatéraux sur l'environnement".

Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées

Outre qu'il a participé officiellement aux sessions de négociation et aux tables rondes (voir ci-dessus), le personnel du Centre a également organisé des ateliers de formation. Sur demande et avec le financement de l'UNITAR, le Woods Hole Research Center et le Consensus Building Institute de Cambridge, Massachusetts, ont tenu des sessions de formation à l'intention de délégués des pays membres du Groupe des 77 sur le renforcement des capacités et les changements climatiques.

Autres activités

Au cours des ans, le personnel du Woods Hole Research Center a également été invité à participer à plusieurs activités du Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques, qui a été créé par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le PNUE. En 1997, un Associé de haut rang a été prié d'être l'Auteur chef de file de la coordination pour l'un des chapitres du rapport spécial sur les questions méthodologiques et technologiques liées au transfert de technologies du Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques. Plus récemment, le personnel du Centre a travaillé au rapport spécial sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie du Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques, un scientifique de haut rang ayant été l'auteur chef de file de la coordination d'un chapitre et un associé de haut rang a été chargé de la révision d'un autre chapitre.